



## *Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services*

### **Missions du MEDAD : un « Etat néant » !**

***Difficile de concerter quand même le Cabinet n'est pas autorisé à s'exprimer...***

Le cabinet du Ministre de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement Durables (MEDAD) vient de mettre en place trois groupes de concertation avec les organisations syndicales.

L'un sur le dialogue social dont la première réunion s'est déroulée le 9 octobre 2007. Un autre relatif aux compétences est prévu le 16 octobre prochain.

On peut légitimement s'interroger sur la méthode retenue. D'une part il est étonnant que le cabinet du ministre dirige la concertation sur ces thèmes. D'autre part, comment traiter de ces sujets alors que le périmètre ministériel reste à préciser et que le MEDAD n'a toujours pas de projet ni de missions identifiées ? Pire, il nous a fallu établir le rapport de force avec le cabinet pour que ces réunions de travail ne se transforment pas en Comité Technique Paritaire parallèle, puisqu'il voulait décider arbitrairement de la représentativité des syndicats et donc du nombre de représentants pour chacun ! Force Ouvrière s'est opposée à cette méthode et chaque organisation dispose finalement d'un nombre identique de 5 participants.

Pour autant, pour Force Ouvrière, l'essentiel est que le MEDAD dispose très vite d'un projet ambitieux après avoir identifié les missions et politiques qu'il devra porter avec l'ensemble de ses services et de ses agents.

C'est pourquoi nous revendiquons depuis le départ qu'un des groupes de concertation permette de nous présenter le sens, le contour et le contenu de ce ministère. Il s'est réuni pour la première fois le 11 octobre 2007.

Il faut noter que le cabinet a supprimé, à la dernière minute, une réunion similaire prévue le même jour avec les directeurs d'administrations centrales pour leur présenter les missions et les grandes lignes de l'organisation ministérielle.

Là encore, nous étions interrogatifs : pourquoi le pilotage d'une telle réunion n'est pas du ressort du secrétaire général (récemment nommé) ? Surtout, pourquoi ce qu'il paraît impossible de dévoiler aux directeurs d'administrations centrales pourrait-il l'être aux organisations syndicales ?

Nous n'attendions donc pas grand chose de cette réunion et nous n'avons pas été déçus.

Au bout de 5 mois d'exercice, le MEDAD, **Ministère Entièrement Dénaturé Avant Destruction**, reste donc à ce jour le seul ministère sans lettre de mission de la part du Premier ministre.

Nous avons dû nous contenter d'un document de 2 pages ½ sur « l'ambition du MEDAD », suite de généralités et de lieux communs dans lequel ni le logement, ni l'urbanisme, ni la sécurité routière, ni l'aménagement du territoire, ni la politique de l'eau, ni la gestion des infrastructures, ni l'ingénierie publique, ni le réseau scientifique et technique ne sont abordés.

Un comble pour un ministère, premier d'entre tous (dans l'affichage, du moins), dont on ne cesse de nous expliquer qu'il n'a pas son équivalent dans le reste du monde (heureusement, a-t-on envie de dire) ! D'ailleurs, erreur sans doute risible (si le sujet n'était pas grave) mais ô combien symbolique, les propriétés du document informatique indique que son auteur est... le ministère des Finances ! Que faut-il en penser sinon que le MEDAD n'est pas même capable d'écrire par lui-même 2 pages sur son devenir...

.../...

C'est un nouvel aveu d'échec. Les responsables de ce ministère sont incapables de lui donner un sens, une ambition, un projet. D'ailleurs, ils ne sont visiblement pas autorisés à s'exprimer (surtout pas l'administration, et même pas le cabinet).

En terme de concertation, c'est la débâcle totale. Il n'y a pas de méthode, les réunions sont annulées, puis remises, puis annulées de nouveau. On ne sait plus qui fait quoi entre le cabinet, le Secrétaire général, les directions générales, les directions d'administration central. Et de nous expliquer, à chaque erreur manifeste que c'est la faute aux autres. Non seulement ce ministère ne sait pas où il va, mais ces dirigeants ne sont pas responsables (mais coupables, sans doute) ! C'est pitoyable et surtout indigne !

Sur les missions, le cabinet nous explique qu'il faut attendre les conclusions du fameux Grenelle de l'Environnement censées être « structurantes pour le MEDAD » (et puis aussi celles de la RGPP... et puis ce que veut le Président !).

Or, au Grenelle, les quelques représentants du MEDAD qui daignent se montrer en sont à prôner une déstructuration du ministère (décentralisation, créations d'agences) dans une attaque en règle à l'encontre des agents et de leurs compétences. Et quand on s'en étonne, le cabinet nous objecte que les représentants du MEDAD s'expriment à titre personnel ! C'est du très grand n'importe quoi.

Par ailleurs, dans cette vaste « opération de com. » du Grenelle, chacun commence enfin à s'interroger : personne ne sait qui doit faire la synthèse, comment seront édictées les conclusions et les différents « programmes », comment ils seront traduits, ce que sera le rôle du parlement et quel suivi sera mis en œuvre. Le cabinet du MEDAD n'est même pas au courant de la date ni du lieu dudit « Grenelle ».

En fait, **le MEDAD reste une coquille vide que personne n'ose remplir (pas même son Ministre) tant que son instigateur, le Président de la République, ne s'est pas exprimé.** Il est d'ores et déjà annoncé que les conclusions du Grenelle de l'Environnement seront données par le chef de l'Etat, à une date encore inconnue. C'est donc sur cette seule base que le ministère aura droit à définir son contenu.

En attendant, les autres ministères (Ville, Logement / Intérieur / Budget / Finances) s'emploient à vider le MEDAD de son contenu qui semble se réduire de jours en jours. Le budget 2008 en est une première illustration désastreuse.

Le MEDAD ne se construit donc pas au boulevard Saint Germain (siège de l'ex ministre de l'Equipement), ni avenue de Ségur (siège de l'ex ministre de l'Environnement), avec ses directions, ses services, ses agents. Il est en attente d'une expression officielle de l'Elysée qui se servira du « Grenelle » comme alibi pour imposer une certaine vision de l'organisation de l'Etat, en adéquation avec les travaux en cours (pilotés par l'Elysée également) de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP : outil de destruction massive des missions de l'Etat) ou du projet OSE (qui supprimera dès la fin 2007 tous les services déconcentrés de l'Etat dans le département du Lot en les regroupant dans une direction générale de la préfecture, démarche radicale étendue ensuite dans les 30 départements de moins de 300 000 habitants dès 2008).

Pour Force Ouvrière, le MEDAD, le rôle de l'Etat et du service public ne sauraient se définir par le seul caprice d'une personne ou d'une petite équipe de conseillers. Le « sens profond de notre mission de service public » ne peut pas même se résumer à « donner à l'Etat l'outil dont il a besoin pour répondre aux priorités fixées par le Gouvernement (c'est-à-dire, aujourd'hui, le Président de la République) ».

Nous insistons pour que le Ministre, « n°2 du gouvernement », s'affirme enfin et immédiatement en définissant les enjeux et missions de ce ministère « historique » en le construisant avec ses services et ses agents. C'est sur ce que porte le ministre pour son ministère que nous voulons avoir une vraie concertation !

En 5 mois, ce ministère est passé d'une « chance historique » à une arme de destruction accélérée du service public de l'aménagement et du développement durable. A tous les niveaux, les agents (dirigeants compris) sont découragés, écœurés par un tel gâchis.

Selon le Ministre et son cabinet « la construction du MEDAD se fait au profit de ses agents, de la France et de la planète ». Pour l'instant, c'est un « Etat néant ». Inutile d'entraîner en plus la planète dans un tel trou noir...